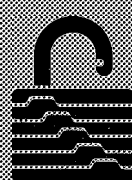


A11A25
E88
2000/01
QL
P. gouv.

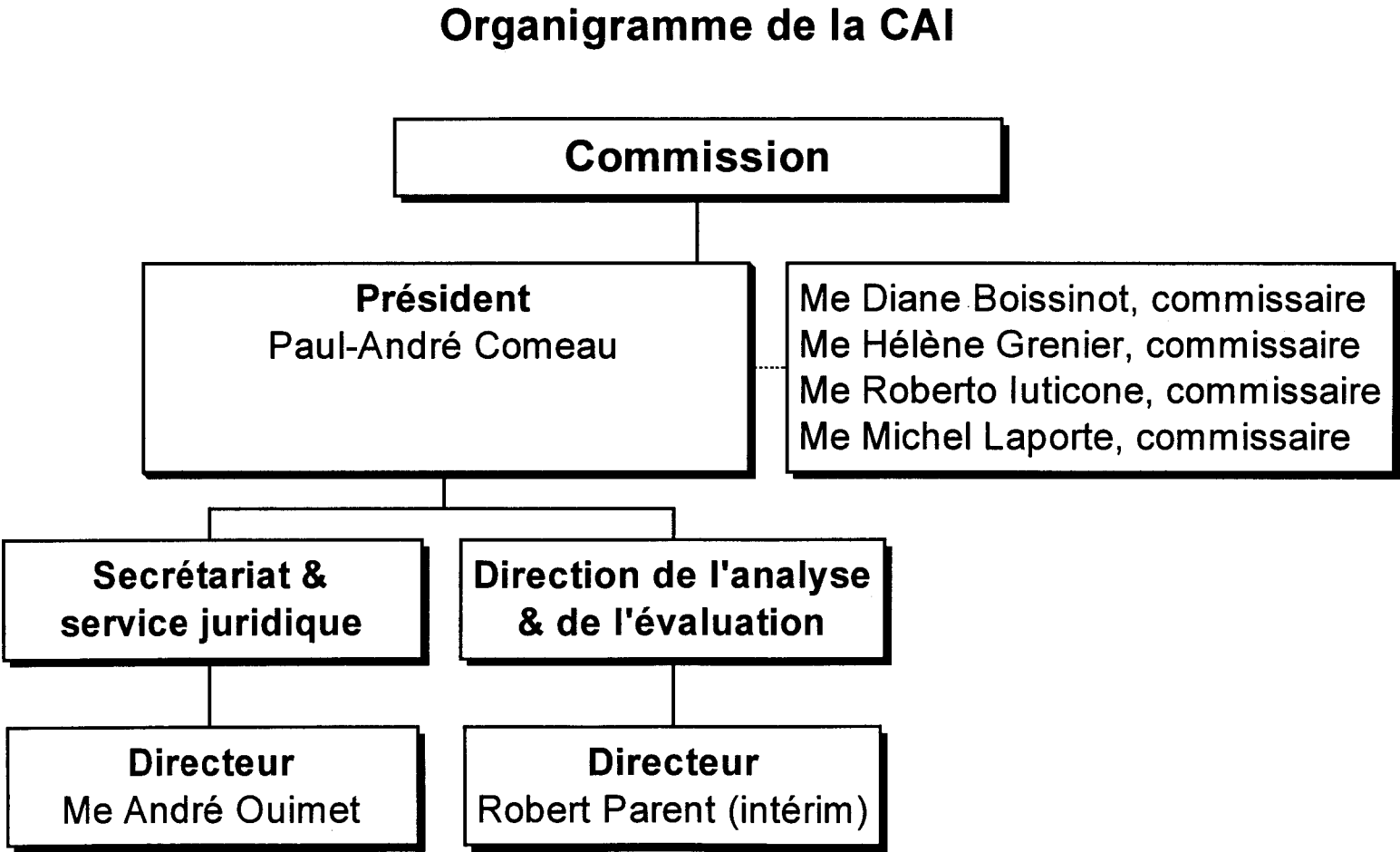
ÉTUDE DES CRÉDITS

2000-2001



Commission d'accès
à l'information
du Québec

G.1 Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.



G.2 Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage ;
- coût ;
- distribution ;
- imprimeur ;
- copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1999.

TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR	COPIE
Rapport annuel 1998-1999	630 ex.	4 015,00 \$	- 65 pour le dépôt à l'Assemblée nationale ; - 35 aux bibliothèques du dépôt universel ; - Journalistes, commissaires à la vie privée, newsletters ; - Demandeurs.	Litho Acme Prescom	incluse
« Un défi de taille : conjuguer la protection des renseignements personnels et pratiques administratives -SUIVI-	200 ex.	606,12 \$	- Organismes vérifiés ; - Demandeurs ; - Journalistes ; - Commissaires à la vie privée.	CopieXpress	incluse
Dépliant sur la loi sur l'accès (version française) : « Être bien informé, être bien protégé, ça compte »	10 100 ex.	2 855,00 \$	- Demandeurs	Les Impressions J.L. Inc.	incluse

G.2 Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage ;
- coût ;
- distribution ;
- imprimeur ;
- copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1999.

TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR	COPIE
Dépliant sur la loi sur l'accès (version anglaise) : « Being well informed and well protected is no small matter »	2 050 ex.	680,00 \$	- Demandeurs	Les Impressions J.L.	incluse
Exigences minimales relatives à la protection des renseignements personnels lors de sondages réalisés par un organisme public ou son mandataire	600 ex.	589,50 \$	- Ministères - Organismes du gouvernement - Demandeurs	CopieXpress	incluse
Aide-mémoire.	600 ex.				
Guide : « Le cheminement du dossier & le déroulement de l'audience ».	2 000 ex.	697,00 \$	- Demandeurs	J.B. Deschamps	incluse
« La sécurité des renseignements personnels dans l'État... »	50 ex.	249,15 \$	- Demandeurs	CopieXpress	incluse

G.3 Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1999 :

- **endroit et dates du départ et du retour ;**
 - **but du voyage ;**
 - **personnes rencontrées ;**
 - **coût ;**
 - **noms des ministres, députés personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) ;**
 - **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ;**
 - **bilan et résultat des rencontres.**
-
- **Halifax, N.-E., du 24 au 27 juin 1999;**
 - **Sommet des commissaires canadiens 1999 ;**
 - **Les autres commissaires canadiens ;**
 - **1 429,75 \$;**
 - **Paul-André Comeau, président ;**
 - **Discussion du projet de loi fédéral C-6 sur les renseignements personnels ;**
 - **Ottawa, Ont., du 10 au 14 mai 1999;**
 - **67^e Congrès de l'ACFAS ;**
 - **Congressistes ;**
 - **160,00 \$;**
 - **Paul-André Comeau, président ;**
 - **Présentation d'une communication sur la recherche et les renseignements personnels ;**
 - **Vancouver, B.C., du 8 au 10 mars 2000 ;**
 - **Colloque : « The new wave of privacy protection in Canada » ;**
 - **Participants ;**
 - **1 965,00 \$**
 - **Paul-André Comeau ;**
 - **Examen des législations sur les renseignements personnels dans le domaine de la santé ;**
 - **Bénin, Afrique, du 27 janvier au 5 février 2000 ;**
 - **Colloque : « Accès des médias aux sources publiques d'information » ;**
 - **Journaliste, décideurs politiques, hauts-fonctionnaires, magistrats et universitaires**
 - **504,27 \$;**
 - **Gaston Fréchette, avocat ;**
 - **Conférencier « La loi québécoise d'accès à l'information, sa portée et ses limites » ;**

G.4 Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001 ;
 - la ventilation des dépenses par types de média ;
 - les noms des fournisseurs ;
 - le but visé par chaque dépense.
-

A U C U N

**G.5 Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1999-2000
à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et
commissions qui s'y rattachent :**

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie du questionnaire et du résultat.

AUCUN

G-6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande du ministère ou de l'organisme:

- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études.
-

AUCUN

G-7. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1999-2000 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final) ;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

-
- Les Productions Trois-Points Ltée ;
 - Rédaction de textes + révision linguistique ;
 - 8 500,00 \$.

 - GPC CONCORDIA Communication ;
 - Collaboration pour le lancement du document « INFOROUTE *attention* ZONE SCOLAIRE » et organisation de la conférence de presse;
 - 4 999,42 \$.

 - GPC CONCORDIA Communication ;
 - Formation du personnel de la Commission en communication ;
 - 4 232,85 \$.

G-8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 1999-2000 en indiquant:

-
- le nom du professionnel(le) ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-
- Les Productions Trois-Points Ltée ;
 - Rédaction de textes + révision linguistique ;
 - 8 500,00 \$.
 - MicroAge ;
 - Assistance technique dans un mandat d'audit informationnel ;
 - 5 000,00 \$;
 - Léonard Brochu ;
 - Conseiller deux professionnels de la CAI dans un dossier d'analyse portant sur des entreprises ;
 - 6 748,63 \$;
 - GPC CONCORDIA Communication ;
 - Collaboration pour le lancement du document « INFOROUTE *attention* ZONE SCOLAIRE » et organisation de la conférence de presse ;
 - 4 999,42 \$;
 - GPC CONCORDIA Communication ;
 - Formation du personnel de la Commission en communication ;
 - 4 232,85 \$;
 - Jean-Pierre Fournier ;
 - Résumé anglais du rapport annuel 1998-1999 ;
 - 2 300,00 \$;
 - Pierce Leahy (Iron Mountain) ;
 - Conservation des copies de sécurité des fichiers informatiques ;
 - 1 869,60 \$;
 - MicroAge ;
 - Formation du groupe de travail des technologies sur les outils de piratage afin de leur permettre de vérifier l'étanchéité d'un produit ou d'un système ;
 - 2 990,87 \$;
 - OSE Design ;
 - Correction des prêts-à-photographier (Re :déménagement) ;
 - 1 085,00 \$;

G-8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 1999-2000 en indiquant:

- le nom du professionnel(le) ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

- Immobilière MFQ Inc. ;
- Gardiennage et nettoyage de l'ameublement de la CAI ;
- 1 030,38 \$;

- Denise Hervé ;
- Travail de recherche, d'observation et de rédaction sur le projet « Courrier.qc.ca » ;
- 1 050,00 \$;

- Gérald Poirier;
- Travail de recherche, d'observation et de rédaction sur le projet « Courrier.qc.ca » ;
- 945,00 \$;

G-9. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1999, ont fait l’objet d’un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l’entreprise qui a réalisé le contrat.

A U C U N

G-10. Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.
-

-	la photocopie :	5 122,70 \$
-	la télécopie :	1 738,63 \$
-	la téléphonie cellulaire :	589,55 \$
-	les téléavertisseurs :	AUCUN
-	le mobilier de bureau :	11 278,00 \$
-	les fournitures :	
-	Agendas :	208,89 \$
-	Valises :	71,67 \$
-	Dictionnaires :	98,90 \$
-	Calculatrices :	AUCUNE
-	Stylos ou crayons :	373,62 \$
-	Boîtes de carton :	107,80 \$
-	distributeurs d'eau de source :	AUCUN
-	le remboursement des frais de transport :	27 566,06 \$
-	le remboursement des frais d'hébergement :	13 992,65 \$
-	le remboursement des frais de repas :	13 375,29 \$
-	le ressourcement ou préparation à la retraite :	AUCUNE
-	l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou autre :	
	a) au Québec :	17 423,10 \$
	b) à l'extérieur du Québec :	2 950,76 \$

G-11. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun:

- la marque et le modèle du véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - appels d'offres faits en 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001; spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.
-

A U C U N

G-12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1999-2000 ainsi que les prévisions pour 2000-2001. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

1999-2000								
	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>MOINS 30 ANS</u>	<u>PERSONNES HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>COMMUNAUTÉS CULTURELLES</u>	<u>TOTAL</u>
Hors-cadre	3	2					1	5 (11,1%)
Cadres	2							2 (4,4%)
Professionnels	10	8						18 (40%)
Fonctionnaires	2	18					1	20 (44,4%)
Total :	17	28					2	45 (100%)
	(37,8%)	(62,2%)					(4,4%)	

G-13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme?

**La réponse sera fournie
par le Conseil du trésor**

G-14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1999-2000) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)

- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

a) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

	1999-2000												
	<u>AVRIL</u>	<u>MAI</u>	<u>JUIN</u>	<u>JUIL</u>	<u>AOÛT</u>	<u>SEPT</u>	<u>OCT</u>	<u>NOV</u>	<u>DÉC</u>	<u>JANV</u>	<u>FÉV</u>	<u>MARS</u>	<u>TOTAL</u>
HORS-CADRES											7,0		7,0
CADRES						5,0							5,0
PROFESSIONNELS	17,0	19,5	15,5	38,0	10,3	9,3	29,5	39,5	36,0	34,8	29,0	28,5	306,9
FONCTIONNAIRES	15,9	13,1	2,0	7,5	5,4	6,5	15,5	18,5	9,5	12,5	26,0	13,5	145,9
TOTAL :	32,9	32,6	17,5	45,5	15,7	20,8	45,0	58,0	45,5	47,3	62,0	42,0	445,3

G-14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1999-2000) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)

- **Nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- **Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- **Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

b) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires ; (argent, vacances, etc.)

1999-2000

	<u>HEURES RÉALISÉES</u>	<u>ARGENT</u>	<u>VACANCES</u>
PROFESSIONNELS	752,17	216,17	536,0
FONCTIONNAIRES	157,25	121,5	35,75
TOTAL :	909,42	337,67	571,75

G-14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1999-2000) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)

- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

c) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

	1999-2000												
	<u>AVRIL</u>	<u>MAI</u>	<u>JUIN</u>	<u>JUIL</u>	<u>AOÛT</u>	<u>SEPT</u>	<u>OCT</u>	<u>NOV</u>	<u>DÉC</u>	<u>JANV</u>	<u>FÉV</u>	<u>MARS</u>	<u>TOTAL</u>
HORS-CADRES	1,0	6,5	3,0	12,0	30,0	2,0	10,0		5,0	6,0			75,5
CADRES	2,0	2,0	2,0	16,0	14,0	7,0			1,0	3,0	1,0		48,0
PROFESSIONNELS	14,5	7,5	25,5	97,0	109,0	10,5	22,3	0,1	32,8	8,5	3,5	9,5	340,7
FONCTIONNAIRES	3,1	3,1	39,6	183,0	104,2	19,5	23,0	1,0	38,6	14,1	11,0	9,5	449,9
TOTAL :	20,6	19,1	70,1	308,0	257,2	39,0	55,3	1,1	77,4	31,6	15,5	19,0	914,1

G-15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

- Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuels en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.

1999-2000

a)	Québec	Hors-cadres	3 eff.
		Cadres supérieurs	2 eff.
		Professionnels	16 eff.
		Techniciens	4 eff.
		<u>Personnel de bureau</u>	<u>10 eff.</u>
		Sous-total :	35 eff.
	Montréal	Hors-cadres	2 eff.
		Cadres supérieurs	0 eff.
		Professionnels	2 eff.
		Techniciens	1 eff.
		<u>Personnel de bureau</u>	<u>1 eff.</u>
		Sous-total :	6 eff.
b)			1 eff.
c)			AUCUN
d)	Québec	Hors-cadres	3 eff.
		Cadres supérieurs	2 eff.
		Professionnels	18 eff.
		Techniciens	5 eff.
		<u>Personnel de bureau</u>	<u>11 eff.</u>
		Sous-total :	39 eff.
	Montréal	Hors-cadres	2 eff.
		Cadres supérieurs	0 eff.
		Professionnels	2 eff.
		Techniciens	1 eff.
		<u>Personnel de bureau</u>	<u>1 eff.</u>
		Sous-total :	6 eff.

G-15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

G-16. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.
-

La réponse sera fournie par le Conseil du trésor pour l'ensemble du gouvernement.

G-17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:

- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.
-

A U C U N E

G-18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu:

- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qu fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches.
 -
 - Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1998-1999.
 - Le nombre total d'employés au cabinet.
 - Liste des membres du personnel de cabinet du ministère qui, à un moment ou à un autre en 1997-1998, ont occupé des fonctions « d'agent de liaison » en incluant leur description de tâches et le lieu de leur affectation.
-

S A N S O B J E T

G-19. Liste des sommes d'argent versées en 1998-1999 à même le budget discrétionnaire : a) du ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
-

S A N S O B J E T

G-20. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1998-1999.

PROGRAMME : 03

ÉLÉMENT : 02

MONTANT : 35,0 K\$

G-21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le cadre des divers programmes à frais partagés : pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

S A N S O B J E T

G-22. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant :

- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jours par employé prévus.
-

La réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

G-23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - date de la mise en disponibilité.
-

La réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

G-24. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- **nom de la personne;**
 - **poste occupé;**
 - **salaire;**
 - **assignation initiale;**
 - **date de l'assignation hors structure;**
 - **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**
-

A U C U N

G-25. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- **assignation initiale;**
 - **assignation actuelle;**
 - **salaire.**
-

A U C U N

G-26. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- **assignation initiale;**
 - **assignation actuelle;**
 - **salaire.**
-

A U C U N

G-27. Liste du personnel par catégorie d’emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite;

NON APPLICABLE

G.28 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Micro-ordinateur	Lecteurs	Moniteur	Clavier	Quantité	Date d'acquisition	Prix d'acquisition
HP NETSERVER 586 LF 32M	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M) CD-ROM	Monochrome 14" VGA HP	Clavier normalisé HP	1	15-02-1995	10 000.00
Access 486 DX2 (66Mhz) 16M RAM	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M)	Couleur 14" VGA TTX	Claviste 3.4	1	13-02-1996	720.00
Access 486 DX4 (100Mhz) 16M RAM	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M)	Couleur 14" VGA TTX	Claviste 3.4	12	13-02-1996	18660.00
Pentium (90Mhz) 16M RAM	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M)	Couleur 14" VGA TTX	Claviste 3.4	2	13-02-1996	3110.00
Pentium (100Mhz) 16M RAM	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M)	Couleur 14" VGA Magitronic	Claviste 3.4	7	10-12-1996	12565.00
Pentium (120Mhz) 32M RAM	5 ¼ " (1.2M) 3 ½ " (1.44M)	Couleur 14" VGA Spectrum	Claviste 3.4	3	14-02-1997	5400.00
Pentium CST (133 Mhz) 16M RAM	3 ½ " (1.44M) CD-ROM	Couleur 14" VGA Magitronic Modèle C-SV1450PS	Claviste 3.4	2	07-02-1997	2640.00
Access Pentium (166Mhz) 32M RAM	3 ½ " (1.44M) CD-ROM	Couleur 15" VGA TTX	Claviste 3.4	15	19-12-1997	27 300.00
HP Pentium II (233Mhz) 32M RAM	3 ½ " (1.44M) CD-ROM	Standard 15" VGA DAEWOO	Claviste 3.4	10	18-03-1998	19 990.00

G.28 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Micro-ordinateur	Lecteurs	Moniteur	Clavier	Quantité	Date d'acquisition	Prix d'acquisition
Access Ultra P-II (450Mhz) 64M RAM	3 ½ " (1.2M) CD-ROM	Couleur 15"	Claviste 3.4	2	16-04-1999	2834.00
Access Pentium II (400Mhz) 128M RAM	3 ½ " (1.2M) CD-ROM	Couleur 17" VGA TTX	Claviste 3.4	2	03-12-1998	5592.00
Supra-R PIII (450Mhz) 128M RAM	3 ½ " (1.2M) CD-ROM	Couleur 17" Goldstar	Claviste 3.4	2	07-07-1999	4180.00
Dell Opti GX1 PIII (500Mhz) 64M RAM	3 ½ " (1.2M) CD-ROM	Couleur 17" Dell	Claviste 3.4	2	3-02-2000	3260.00
Eurocom PII (400Mhz) 128M RAM (portatif)				1	29-06-1999	5825.00
Toshiba 440 CDX (portatif)				3	19-12-1997	7935.00
Toshiba 300cds (portatif)				1	27-03-1998	3314.00
		Couleur 14" VGA Orchestra		4	13-02-1996	2392.00

G.28 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Micro-ordinateur	Lecteurs	Moniteur	Clavier	Quantité	Date d'acquisition	Prix d'acquisition
Imprimantes						
Imprimante HP Laserjet 2100				1	20-05-1999	1130.00
IBM Laserprinter Lexmark				2	13-09-1994	3986.00
Imprimante HP Laserjet III				1	06-11-1991	2260.10
Imprimante HP Laserjet 4 +				3	21-02-1996	6360.00
Imprimante HP 4000T				4	18-03-1998	6676.00
Imprimante HP Laserjet 6P				2	18-03-1998	2050.00
Imprimante HP Deskjet 600C				1	14-03-1996	509.00
Epson LQ1050				1	15-03-1989	425.00

G.28 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Micro-ordinateur	Lecteurs	Moniteur	Clavier	Quantité	Date d'acquisition	Prix d'acquisition
Divers						
Concentrateur D-Link 16 ports 10BaseT				1	12-03-1996	525.00
Concentrateur HP advanced 10Base-T Ethernet 16 ports				3	14-02-1995	1650.00
Hub 16 ports				1	19-12-1997	499.00
Tape Backup Colorado				1	19-12-1997	484.00
Tape Backup Exabyte				1	23-08-1994	2500.00

G-29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le total des frais d'intérêts payés pour l'année 1999-2000 et le montant total des garanties de dettes assumées par le gouvernement .

Total des frais d'intérêts payés : AUCUN

**Total des garanties de dettes
assumées par le gouvernement : AUCUNE**

Nombre d'ETC : **aucun**

Total des dépenses encourues : aucune

Total des dépenses prévues :

Le projet est encore à l'étape de la planification et le rythme d'implantation sera déterminé en cours d'année financière de telle sorte que l'on ne peut se prononcer maintenant sur le niveau de dépenses à venir .

G-31. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

La réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

G-32. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs.

La réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

P-24. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information, pour 1999-2000 :
a) le nombre de demandes reçues et réglées ;
b) le nombre de causes portées en appel .

Nombre de demandes reçues : 2 213

Nombre de demandes réglées : 2 027

Nombre de causes portées en appel : 13

P.25 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères et suites accordées (en date du 3 mars 2000).

LES AVIS SUR LES PROJETS DE LOI OU DE RÈGLEMENT

Avis du 25 mai 1999 concernant l'ajout d'un article à la Loi sur le ministère du Revenu relatif à un contrat de services. Dossier 99 07 94.

Avis du 26 mai 1999 concernant des amendements à apporter à la Loi sur le ministère du Revenu à la suite des ententes conclues sur la fiscalité avec Kahnawake. Dossier 99 07 18

Avis du 26 mai 1999 concernant une modification du paragraphe 27 de l'article 336 de la Charte de la ville de Québec. (Registre des prêteurs sur gages). Dossier 99 06 72

Avis du 8 juin 1999 portant sur le projet de loi concernant la reconnaissance d'une association de chauffeurs locataires de taxi. Dossier 99 08 71

Avis du 14 octobre 1999 concernant le projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie et modifiant diverses dispositions législatives. Dossier 99 15 49

Avis du 3 novembre 1999 concernant une modification à l'article 65 de la Loi sur l'assurance maladie du Québec. Dossier 99 16 39

Avis du 3 novembre 1999 concernant une modification à l'article 18 de la Loi sur l'assurance maladie du Québec. Dossier 99 16 97

Avis du 3 novembre 1999 concernant des modifications à la Loi sur l'administration financière et l'article 23 de la proposition de la Loi sur le ministère de l'Économie et des Finances. Dossier 99 17 09

Avis du 8 décembre 1999 relatif à un avant-projet de loi concernant la sécurité incendie. Dossier 99 19 54

Avis du 14 décembre 1999 concernant quelques articles du projet de loi sur la police. Dossier 99 21 10

LES AVIS SUR LES ENTENTES DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et Ministère de l'Éducation. (99 02 38, 99 05 85)

Régie des rentes du Québec (RRQ) et Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). (87 00 46, 90 00 90, 94 00 13, 99 00 47)

Directeur général des élections et Régie de l'assurance maladie du Québec. (96 05 07, 99 06 23, 99 10 10)

Régie de l'assurance maladie du Québec et Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance. (89 06 05, 99 07 28, 99 10 54)

Régie de l'assurance maladie du Québec et Ministère de la Solidarité sociale. (99 06 01, 99 10 11)

Ministère de la Solidarité sociale et Ministère du Revenu du Québec. (99 10 39, 99 11 57)

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et Ministère de la Sécurité du revenu *modification*. (96 12 54, 98 19 18)

Ministère de la Solidarité sociale et Régie de l'assurance maladie du Québec. (99 13 57, 99 14 01)

Ministère de la Solidarité sociale et Régie de l'assurance maladie du Québec. (99 08 72)

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et Ministère de l'Industrie du Canada. (99 14 28)

Ministère de la Solidarité sociale et Commission de l'assurance emploi du Canada. (99 16 21)

Curateur Public et Directeur général des élections (DGÉ). (99 17 21)

Ministère de l'Éducation et Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). (99 09 95, 99 21 69)

Ministère du Revenu, Institut québécois de la statistique (ISQ) et Ministère de la Solidarité sociale. (99 16 28)

P.25 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères et suites accordées (en date du 3 mars 2000).

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance et divers organismes (99 03 96) et syndicats professionnels ou associations de cadres. (99 03 97)

Régie des rentes du Québec (RRQ) et Association des centres jeunesse (ACJQ). (99 07 74)

Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). (99 19 89)

Régie des rentes du Québec (RRQ) et Ministère du Revenu. (99 10 70)

Ministère de la Solidarité sociale et Agence des Douanes et du Revenu du Canada. (99 02 99, 99 22 51)

Régie des rentes du Québec (RRQ) et Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). (99 08 74)

Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et Ministère de la Justice. (99 22 16)

Ministère de la Santé et des Services sociaux et Régie de l'assurance maladie du Québec. (99 08 11)

Ministère de la Solidarité sociale et Ministère du Revenu. (99 14 16)

Association des étudiants de la Télé-université et Université du Québec. (99 09 26)

LES AVIS DIVERS

Avis sur la cueillette de renseignements d'identité dont le numéro d'assurance sociale par les entreprises de recyclage de métaux. (Dossier 99 05 36).

Avis sur la cueillette du numéro d'assurance sociale (NAS) par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) des personnes aidant à domicile les accidentés de la route et à qui on rembourse des frais. (Dossier 98 08 51).

Avis à la ville de Gatineau sur la diffusion via Internet des demandes de permis de construction. (Dossier 99 05 34).

Avis au ministère de l'Éducation sur deux sondages que ce dernier s'apprête à mener. Le premier porte sur les diplômés de la formation professionnelle au secondaire et à l'enseignement collégial. Le second vise à mesurer l'intérêt et le taux de satisfaction à l'égard de certains sujets du personnel professionnel et enseignant actuellement dans le réseau scolaire. (Dossiers 99 07 84, 99 07 05).

Avis de la Commission sur le rapport d'activités résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements du ministère du Revenu. (Dossier 99 07 91).

Avis au ministère de la Solidarité sociale (MSS) sur les principes directeurs qui sous-tendent le développement informatique lié à la gestion du supplément de la prestation nationale pour enfant. (Dossier 99 11 30).

Avis à la Fédération des ordres des médecins du Canada (FMLAC) sur un projet d'établissement d'un numéro d'identification unique pour tous les médecins et étudiants en médecine canadiens. (Dossier 99 07 37).

Avis au ministère de la Santé et des Services sociaux sur un projet de procédure qu'il entend mettre en place dans le cadre du Programme d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C. (Dossiers 99 09 66, 99 16 14)

Avis sur une entente administrative entre la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et le ministère de l'Éducation du Québec sur les bourses du millénaire. (Dossier 99 08 92).

Avis sur la cueillette du numéro d'assurance sociale par la Société d'assurance automobile du Québec auprès des personnes fournissant de l'aide personnelle à domicile. (Dossier 98 08 51).

Avis à Opération Nez rouge sur la formulation du consentement que cette organisation requiert auprès des candidats bénévoles afin de vérifier la validité de leur permis de conduire ou leurs antécédents judiciaires. (Dossier 99 07 82).

Avis concernant le lien informatique entre le Protecteur du citoyen et le ministère de la Solidarité sociale (Dossier vérification, suivi du Défi de taille).

P.25 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères et suites accordées (en date du 3 mars 2000).

Avis au ministère de l'Environnement et de la Faune sur un projet d'impartition des systèmes de gestion des permis de chasse et de pêche. (Dossier 99 12 18).

L'Assemblée nationale a adopté le 4 juin 1999 la *Loi concernant certains contrats du ministère du Revenu (MRQ)*. Cette loi vise à soumettre à certaines exigences en matière de protection des renseignements confidentiels les contrats confiés par le Ministère pour l'entretien ou le développement de systèmes informatiques, le traitement informatique de données ou la destruction de documents et impliquant l'accès à des renseignements confidentiels ou la communication de tels renseignements. Cette loi prévoit que ces contrats doivent être soumis à la Commission pour avis.

- Avis au ministère du Revenu sur un contrat de services en matière d'entretien ou de développement de systèmes informatiques. (Dossier 99 09 79).
- Avis concernant un contrat de services informatiques pour l'entretien et le développement entre le ministère du Revenu et la firme Conseiller en Gestion et Informatique CGI Inc. (Dossier 99 11 33).
- Avis concernant le projet de contrat de services de destruction de documents nominatifs soumis à la Commission par le ministère du Revenu du Québec. (Dossier 99 10 85).
- Avis sur un contrat de services informatiques entre le ministère du Revenu et le Groupe conseil DMR inc.- Entretien de la centrale de données. (Dossier 99 09 85).
- Avis sur un contrat de services informatiques entre le ministère du Revenu et les Services Conseils Systématique inc. - Déclaration des sociétés. (Dossier 99 09 86).
- Avis sur un contrat de services professionnels entre le ministère du Revenu et les Experts en Technologies de l'information et des Communications Québec inc, - Projet de version 1998 des systèmes de l'impôt des particuliers. (Dossier 99 09 87).
- Avis sur des contrats de services professionnels relatifs à la "conciliation automatisée des remise employeurs", au "système de perception intégré des créances" et "programme d'action sur les crédits de taxes". (Dossiers 99 09 88, 99 09 89, 99 09 90).
- Avis sur un projet de contrat de développement de systèmes informatiques entre le Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et le Ministre du Revenu. (Dossier 99 15 81).
- Avis sur une entente de services avec la Direction générale des services informatiques gouvernementaux (DGSIG). (Dossier 99 09 91).
- Avis sur un projet de contrat de services pour le développement de systèmes informatiques : Modifications systémiques relatives à l'impôt des sociétés pour l'application des mesures fiscales découlant du Discours du budget 1999. (Dossier 99 15 50).
- Avis sur un projet de contrat visant à compléter le système automatisé de gestion des encaissements du ministère du Revenu pour ses propres besoins et pour qu'il puisse également offrir un service d'encaissement aux autres ministères et organismes du gouvernement. (Dossier 99 17 08).
- Avis sur un projet de contrat de services pour le développement du système informatique TP-1 Internet. (Dossier 99 18 92).
- Avis sur un projet de contrat pour le développement et la mise en place de fonctions systémiques pour un projet dit de «notes descriptives». (Dossier 00 00 21).
- Avis sur l'entente cadre intervenue avec le Groupe conseil DMR Inc pour la réalisation de la centrale de données. (Dossier 99 09 84).

Dans l'attente de l'adoption, par chaque ministère et organisme du gouvernement, de directives concernant la cueillette, l'utilisation et la conservation de renseignements personnels lors de sondages, le gouvernement a établi comme politique que tout projet de sondage devait être soumis à la Commission afin que cette dernière puisse émettre un avis de conformité en regard de la Loi sur l'accès.

- ❑ Avis sur la communication de renseignements de nature fiscale par le ministère du Revenu (MRQ) à l'Institut de la statistique à la demande de la ministre d'État au travail et à l'emploi et ministre responsable de l'Emploi. Les renseignements communiqués s'inscrivent dans le cadre d'un sondage à être réalisé par l'Institut auprès des employeurs assujettis à la *Loi favorisant le développement de la main d'œuvre*. (Dossiers 99 10 40 et 99 16 28).
- ❑ Avis sur un contrat à intervenir entre une compagnie de sondage et Tourisme Québec pour la production d'une étude portant sur les retombées économiques des festivals et événements internationaux au Québec. (Dossier 99 10 47)

P.25 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères et suites accordées (en date du 3 mars 2000).

- ❑ Avis sur un projet de sondage conduit au profit du ministère de la Solidarité sociale et relatif à l'évaluation de la contribution parentale sur les jeunes. (Dossier 99 10 64).
- ❑ Avis sur des opérations de vérifications de services rendus aux contribuables, menées par la Régie de l'assurance-maladie. (Dossier 99 13 79).
- ❑ Avis à l'UQAM sur un contrat à une firme de sondage pour réaliser une enquête visant à analyser les conditions de travail des camionneurs. (Dossier 99 19 04).
- ❑ Avis sur un sondage concernant l'établissement des immigrants au Québec mené par la Direction de la planification stratégique du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. (Dossier 99 18 33).
- ❑ Avis concernant une communication de renseignements personnels que s'apprête à effectuer le MEQ au profit de Statistique Canada dans le cadre de deux études menées par Statistique Canada et intitulées *Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)* et *Enquête auprès des jeunes en transition*. (Dossier 99 20 14).
- ❑ Avis sur un sondage que Tourisme Québec se propose de réaliser auprès d'une certaine clientèle américaine afin de connaître les expériences touristiques québécoises préférées de cette clientèle. (Dossier 99 20 34).
- ❑ Avis sur un projet de contrat entre le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et un mandataire afin de réaliser un sondage concernant les services du gouvernement du Québec par l'intermédiaire de bornes interactives dans les endroits publics. (Dossier 99 17 77).
- ❑ Avis sur un projet de sondage du ministère de la Solidarité sociale visant à mesurer les impacts du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. (Dossier 99 19 04).
- ❑ Avis au Centre hospitalier régional de Lanaudière sur un sondage mesurant la qualité du service offert aux mères qui ont accouché. (Dossier 99 22 10).
- ❑ Avis sur un projet de sondage du ministère du Revenu voulant mesurer l'intérêt des interviewés d'utiliser les futurs services d'échanges électroniques qu'il offre. (Dossier 00 00 56).

Directives générales concernant les sondages.

Tous les ministères et organismes ont été invités à adopter des directives concernant l'utilisation, la cueillette et la conservation des renseignements nominatifs dans le cadre de sondages à la lumière des *Exigences minimales relatives à la protection des renseignements personnels lors de sondages réalisés par un organisme public ou son mandataire* adoptées par la Commission. Dans le cours des derniers mois plusieurs de ces directives ont été soumises à la Commission pour avis.

- ◆ Avis à la Société de l'assurance automobile du Québec sur un projet de procédure pour l'utilisation de renseignements personnels lors de sondage. (Dossier 99 15 11).
- ◆ Avis sur un projet de règles de procédures spécifiques relatives à la protection des renseignements personnels lors de sondages réalisés par la ministère des Ressources naturelles ou son mandataire. (Dossier 99 15 78).
- ◆ Avis sur une directive présentée par le Conseil du trésor concernant les sondages. (Dossier 99 18 39)
- ◆ Avis à la Régie des rentes du Québec concernant les sondages. (Dossier 99 20 40)
- ◆ Avis au ministère de la Culture et des Communications sur son plan d'action. (Dossiers 99 21 86).
- ◆ Avis sur la Procédure relative à l'utilisation de renseignements personnels à des fins de sondage, produite par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. (Dossier 00 00 01).

P-26. Montant attribué à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission.

A U C U N

P.27 Pour le bureau du président de la Commission :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;
- b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
- d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents.

N.B. Le personnel du bureau du président est constitué des personnes suivantes :

M. Paul-André COMEAU
 Me Michel LAPORTE
 Me Roberto IUTICONE
 Me Diane BOISSINOT
 Me Hélène GRENIER
 M. Clarence WHITE
 Mme Mariette DION
 M. Alain BOUCHARD
 Mme Annie B. Gosselin

a)	Nombre :	53
	Frais afférents :	3 379,72 \$
b)		
6 AVRIL 1999	PROJET NETLINK	M. CHRISTOPHER MALONE
9 AVRIL 1999	LES CENTRES JEUNESSE	M. ANDRÉ PAYETTE
10 AVRIL 1999	FICHIER BALSAC	M. GÉRARD BOUCHARD
16 AVRIL 1999	PROJET NETLINK	M. KEITH CHANG M. CHRISTOPHER MALONE
7 MAI 1999	LES AVIS DE LA COMMISSION	Me HÉLÈNE GUAY
17 MAI 1999	LES AVIS DE LA COMMISSION	MME MICHELINE FORTIN
25 MAI 1999	L'EXPÉRIENCE DE BAIE-COMEAU	M. MAURICE PATRY
27 MAI 1999	CONFÉRENCIER DE L'ENAP	M. ANDRÉ CHÉNIER
4 JUIN 1999	LES AVIS DE LA CAI	M. PIERRE GRAVEL
5 JUIN 1999	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	M. COLIN BENNETT
15 JUIN 1999	LES MANDATS DE LA CAI	M. GILLES LESAGE
17 JUIN 1999	LES COURS DE L'ENAP SUR LA PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. MARCEL PROULX
18 JUIN 1999	LES AVIS DE LA COMMISSION	Me CLAUDE CARDINAL
20 JUIN 1999	LA LOI DU LAND DE BRANDENBOURG	M. ALEXANDER DIX
23 JUIN 1999	LA COMMISSION ET LES COMMUNICATIONS	MME L. BOYD
24 JUIN 1999	RÉUNION DES COMMISSAIRES CANADIENS	MME KING MME PETRIE M. & MME CLARK M. ALEXANDER DIX M. B. TUCKER
24 JUIN 1999	MODIFICATIONS À LA LOI DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	M. DAVID FLAHERTY
29 JUIN 1999	LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION	MME MARIE VALLÉE M. VINCENT EMMELL

P.27 Pour le bureau du président de la Commission :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;
- b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
- d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents.

b) suite...

19 JUILLET 1999	INTERNET ET LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	MME MARIE GEORGE (CNIL)
20 AOÛT 1999	LES MANDATS DE LA CAI	M. M. MORIN M. J. PRONOVOST
23 AOÛT 1999	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	M. MICHEL VENNE
24 AOÛT 1999	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	M. MICHEL-C. AUGER
27 AOÛT 1999	TEST DE NÉCESSITÉ ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. VINCENT EMMELL
31 AOÛT 1999	LA CAI	M. MICHEL DAVID
3 SEPTEMBRE 1999	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	M. JEAN-MARC BEAUDOIN
2 NOVEMBRE 1999	LA CAI : ORIGINALITÉ ET RÔLE	M. RALPH DASSA
5 NOVEMBRE 1999	LES AVIS DE LA CAI	M. VINCENT EMMELL
22 NOVEMBRE 1999	LES COMMUNICATIONS DE LA CAI	M. ANDRÉ SORMANY
23 NOVEMBRE 1999	DOSSIERS DE LA CAI	M. ANDRÉ OUMET
25 NOVEMBRE 1999	DROIT ET ADMINISTRATION	M. MAURICE PATRY
26 NOVEMBRE 1999	LA DIRECTIVE DE L'UNION EUROPÉENNE	M. ROBERT SMITH
3 DÉCEMBRE 1999	LIBRE ÉCHANGE ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	MME B. MORISSETTE
7 DÉCEMBRE 1999	PRESSE ET VIE PRIVÉE	M. FLORIAN SAUVAGEAU
12 DÉCEMBRE 1999	PRESSE ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. JEAN MARTIN
13 DÉCEMBRE 1999	LA DIRECTIVE EUROPÉENNE	M. LOUIS SABOURIN
22 DÉCEMBRE 1999	LA DIRECTIVE EUROPÉENNE	M. URF BRUHANN
23 DÉCEMBRE 1999	LA DIRECTIVE EUROPÉENNE	M. JEAN BURNER
22 JANVIER 2000	GESTION	M. J.-C GABOURY
26 JANVIER 2000	LES AVIS DE LA COMMISSION	M. MICHEL HÉROUX
27 JANVIER 2000	DROIT ADMINISTRATIF	Me J.F. BERNIER
29 JANVIER 2000	LES REPRÉSENTATIONS	M. CARDINAL
3 FÉVRIER 2000	TRIBUNAL ADMINISTRATIF	M. DENIS DION
4 FÉVRIER 2000	QUESTIONS DE GESTION	M. CARL GRENIER
8 FÉVRIER 2000	PRIVACY FILES	M. JEAN-PIERRE FOURNIER M. VINCENT EMMELL
11 FÉVRIER 2000	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	M. JOCELYN COULON
16 FÉVRIER 2000	JOURNALISME ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. MICHEL BELLEMARRE
17 FÉVRIER 2000	LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. CHRISTOPHER MALONE
2 MARS 2000	LES AVIS DE LA CAI	M. J. MARTIN
7 MARS 2000	CENTRES JEUNESSE ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. ANDRÉ PAYETTE
13 MARS 2000	PROJETS DE LOI	Me CLAUDE FILION
15 MARS 2000	RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET VIE PRIVÉE	MME M. BRETON

P.27 Pour le bureau du président de la Commission :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;
 - b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 - d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents.
-

b) suite...

17 MARS 2000	LES ACTIVITÉS DE LA CAI	MME M. FORTIN
24 MARS 2000	SOINS DE SANTÉ ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	M. ERIC DISTEXHE

- c)
- | | |
|----------------------------------|--------------|
| frais de déplacement : | 9 442,98 \$ |
| frais de voyage : | 9 812,52 \$ |
| frais de repas : | 11 342,00 \$ |
| frais de représentation : | 2 032,41 \$ |

d)
15 AVRIL 1999

INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES DE QUÉBEC
 ET ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EN VÉRIFICATION
 ET EN CONTRÔLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION
 « LA PROTECTION DES INFORMATIONS PERSONNELLES AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC »
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 QUÉBEC

12 MAI 1999

67^E CONGRÈS DE L'ACFAS : « MÉTHODES ET APPLICATION DE LA STATISTIQUE 1999 »
 « STATISTIQUES ET VIE PRIVÉE »
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 OTTAWA

28 MAI 1999

ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION
 « ÉLABORATION DU RAPPORT " UN DÉFI DE TAILLE " »
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 MONTRÉAL

9 JUIN 1999

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME
 « ÉVALUER UN PROGRAMME ET RESPECTER LA VIE PRIVÉE : UN MISSION POSSIBLE ? »
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 QUÉBEC

21 JUIN 1999

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 1999 « INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES »
 « PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ACCÈS À L'INFORMATION :
 LIEUX DE CONTRÔLE ET D'AUDIT »
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 MONTRÉAL

24, 25 JUIN 1999

RÉUNION ANNUELLE DES COMMISSAIRES CANADIENS
 HALIFAX
 PAUL-ANDRÉ COMEAU
 1 429,75 \$

P.27 Pour le bureau du président de la Commission :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;
 - b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 - d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents.
-

d) suite...

14 SEPTEMBRE 1999

CONFÉRENCE ANNUELLE SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)

« JOUER CARTE SUR TABLE »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

QUÉBEC

22 SEPTEMBRE 1999

CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES

« SECRET MÉDICAL, DOSSIERS DE SANTÉ ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

7 OCTOBRE 1999

GROUPE FORTUNE 1000

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE UTILISANT LES PLUS RÉCENTES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

23 OCTOBRE 1999

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

AUX SOURCES DE L'INFORMATION »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

26 OCTOBRE 1999

ASSOCIATION GÉOMATIQUE MUNICIPALE DU QUÉBEC

GÉOMATIQUE ET VIE PRIVÉE »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

DRUMMONDVILLE

189,00 \$

23 NOVEMBRE 1999

FORUM DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES COMMUNICATIONS

DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : « JOURNÉE DES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES »

« LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : CHEMINEMENT »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

QUÉBEC

2 DÉCEMBRE 1999

INSTITUT INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHES SUR LES POPULATIONS

« PROJET BALSAC »

« RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, LÉGISLATION ET TECHNOLOGIE »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

P.27 Pour le bureau du président de la Commission :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;
 - b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 - d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents.
-

d) suite...

14 DÉCEMBRE 1999

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

« CINQ ANS ... DÉJÀ ... »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

7 FÉVRIER 2000

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ARCHIVISTES MÉDICALES (RÉGION 6-13)

« DOSSIERS MÉDICAUX ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

10 FÉVRIER 2000

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE L'INFORMATIQUE JURIDIQUE (AQDIJ)

« L'IMPACT DES TECHNOLOGIES SUR LE DROIT DU TRAVAIL »

PAUL-ANDRÉ COMEAU

MONTRÉAL

P-28. Ventilation détaillée des dépenses engagées et/ou des sommes attribuables directement ou indirectement à l'enquête de la CAI sur la fuite de renseignements fiscaux et leur utilisation par le bureau du premier ministre .

Ces dépenses ont été encourues au cours des exercices financiers 1997-1998 et 1998-1999.

P-29. Liste des contributions et subventions faites par le gouvernement du Québec et/ou un de ses ministères ou organismes à la Société de la conférence internationale sur la vie privée présidée par Me Raymond Doray et ce, pour les années 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000 .

La Commission est incapable de répondre à cette question. En ce qui la concerne, elle n'a donné aucune subvention à la Société de la conférence internationale sur la vie privée.

P-30. Liste de la série de mesures mises au point par la Société de la conférence internationale sur la vie privée afin de réduire son déficit auquel a contribué la CAI .

La Commission est incapable de répondre à cette question .